



Osgoode Hall Law School of York University  
**Osgoode Digital Commons**

---

Articles & Book Chapters

Faculty Scholarship

---

1975

## Le juge mignault defenseur de l'integrite du droit civil quebecois

Jean-Gabriel Castel

Osgoode Hall Law School of York University, [castel@fake.osgoode.yorku.ca](mailto:castel@fake.osgoode.yorku.ca)

### Source Publication:

Canadian Bar Review. Volume 53, Number 3 (1975), p. 544-557.

Follow this and additional works at: [https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/scholarly\\_works](https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/scholarly_works)



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-Noncommercial-No Derivative Works 4.0 License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

---

### Recommended Citation

Castel, Jean-Gabriel. "Le juge mignault defenseur de l'integrite du droit civil quebecois." *Canadian Bar Review* 53.3 (1975): 544-557.

This Article is brought to you for free and open access by the Faculty Scholarship at Osgoode Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Articles & Book Chapters by an authorized administrator of Osgoode Digital Commons.

# LE JUGE MIGNAULT DEFENSEUR DE L'INTEGRITE DU DROIT CIVIL QUEBECOIS

J.-G. CASTEL\*

*Toronto*

---

## *Introduction*

Le juge Mignault est un juriste québécois trop connu au Canada et en France pour qu'il soit nécessaire de retracer ici sa carrière et son oeuvre monumentale.<sup>1</sup> Cependant, il aurait été regrettable de consacrer un numéro spécial de la *Revue* au centenaire de la Cour suprême sans examiner le rôle capital que le juge Mignault y a joué en tant que défenseur de l'intégrité du droit civil québécois.

Civiliste avant tout, il a su, par son talent et sa science, donner à la Cour suprême un sens précis du rôle qui, à son avis, lui incombe relativement au droit civil du Québec: en éviter l'uniformisation avec le droit du *common law* et, lui donner l'essor qu'il mérite en interprétant le Code civil à la lumière de la doctrine et de la jurisprudence de tradition civiliste, tout en tenant compte, bien entendu, de l'évolution de la société québécoise. C'est à ce double point de vue que nous nous placerons pour examiner les décisions les plus importantes rendues par le juge Mignault pendant les douze années où il siégea à la Cour suprême.

A une époque où les avocats et les juges québécois, à l'instar du Conseil privé, avaient pris l'habitude de considérer le Code civil comme un "statut" et aussi de citer des décisions rendues par des tribunaux de *common law*, le juge Mignault s'est opposé, à maintes reprises, à cette pratique. Son accession à la Cour suprême a marqué le début d'un revirement dans l'attitude de cette Cour vis à vis du Code civil. Sous sa direction, la Cour suprême allait dorénavant appliquer plus strictement les principes et les méthodes du droit civil dans son interprétation du Code civil de la Province de Québec.

---

\* J.-G. Castel, Osgoode Hall Law School, York University, Toronto.

<sup>1</sup> Le juge Mignault avait exercé la profession d'avocat et enseigné le droit à l'Université McGill pendant de nombreuses années avant d'être nommé juge à la Cour suprême du Canada. Son oeuvre la plus importante a été *Le droit civil canadien*, 9 vols (1895-1916). En général voir A. Marin, *L'Honorable Pierre-Basile Mignault* (1946).

# I. La protection du Code civil contre l'influence du common law.

Dans une chronique de jurisprudence, le juge Mignault écrivait:<sup>2</sup>

J'ai toujours pensé que c'est pour nous, avocats et juges, une obligation d'honneur de protéger notre droit civil contre tout alliage étranger.

Ces paroles résument bien l'attitude de ce grand défenseur de l'intégrité du droit civil et la lutte sans merci qu'il a menée dans ce but jusqu'à la fin de ses jours. Maintenir l'intégrité du droit civil, voilà la mission qu'il s'était tracée à la Cour suprême. Cette mission, il l'a remplie avec succès, rendant ainsi un immense service à sa patrie québécoise.

Toutes les décisions du juge Mignault en matière de droit civil sont très solidement motivées à cause de son souci extrême de préserver ce droit de tout alliage étranger. En effet, pour lui, le plus grand danger, est que, par l'action des tribunaux, les principes du *common law* s'infiltrèrent insensiblement dans le droit civil et en altèrent la pureté.

Les causes de la province de Québec où il était question de droit civil arrivaient souvent à la Cour suprême contenant de nombreuses références au *common law*. Cette pratique était assez courante dans des matières comme la responsabilité civile, le mandat, et la société, où l'on se référerait fréquemment à la jurisprudence anglaise ou américaine. Cette habitude était particulièrement dangereuse et néfaste lorsqu'il existait déjà une doctrine et une jurisprudence civilistes suffissantes. Pourquoi, en effet, sortir d'un système juridique pour aller chercher ailleurs des principes et des solutions inspirés d'une tradition juridique différente? Le fait que le texte du Code civil soit apparemment identique à un principe de *common law*, n'autorise pas le juge à se servir de la doctrine et de la jurisprudence anglo-américaines. De plus, dans la pratique, il est souvent difficile de se trouver dans un cas d'identité absolue. Même si celui-ci existe, pourquoi ne pas utiliser les solutions du droit civil? En effet, chaque système a son propre corps de lois et donc sa propre doctrine et jurisprudence. Les tribunaux du Québec et la Cour suprême doivent toujours juger les causes selon les principes et l'esprit du droit civil. C'est là non seulement une question d'honnêteté intellectuelle devant se traduire par un refus de suivre la solution de facilité qui consisterait à faire flèche de tout bois, mais surtout, et ce qui est plus grave, d'une question de survie du droit civil.<sup>3</sup> Le juriste ne

<sup>2</sup> Conservons notre droit civil (1936), 15 R. du D. 28, à la p. 34.

<sup>3</sup> Le juge Mignault nous dit que dans *Cité de Verdun v Yeoman*, [1925] S.C.R. 177, il n'aurait jamais accepté la décision du juge Newcombe, s'il avait accueilli comme applicable dans le droit civil du Québec la distinction anglaise entre l'"invitee", le "licensee" et le "trespasser": voir *op. cit.*, note 2, à la p. 31.

doit pas chercher les solutions un peu partout mais seulement dans la doctrine et la jurisprudence du Québec ou à la rigueur celles de la France si l'article du Code civil à interpréter est basé sur le droit civil français.

Le juge Mignault ne nie pas la valeur de la méthode comparative. Les solutions qui sont le résultat d'une étude comparative des systèmes juridiques étrangers ont une valeur certaine pour le législateur québécois chargé de la réforme du système juridique.<sup>4</sup> Toutefois le juge n'a pas ce rôle à jouer et par conséquent n'est pas justifié d'importer en droit civil des solutions s'inspirant d'un droit étranger. Il reste en effet seulement l'interprète du législateur, et ne doit pas innover ou réformer le droit. Le juge Mignault reconnaît qu'au Canada il doit y avoir une coopération harmonieuse entre le droit civil et le *common law*, mais que celle-ci ne doit pas se traduire par une absorption de l'un par l'autre. Aussi, c'est avec vigueur qu'il soutient que la Cour suprême ne doit pas être un agent d'unification au sens péjoratif du mot.<sup>5</sup>

Dans l'ensemble, la Cour suprême et le Conseil privé n'ont pas favorisé d'une façon délibérée la pénétration du *common law* dans le droit civil. Comme l'a souvent fait remarquer le juge Mignault, une solution de *common law* qui ne pourrait se concilier avec le texte du Code civil serait condamnée d'avance.

Un examen rapide de quelques décisions rendues par le juge Mignault nous permet d'illustrer ce qui précède. En général, il a partagé l'opinion de la majorité de ses collègues. Ce n'est que rarement qu'il a exprimé une opinion dissidente.

Dès 1918, dans *Colonial Real Estate Co. v. La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal*,<sup>6</sup> l'une de ses premières décisions, où il était question d'interpréter l'article 1082 du Code civil qui traite du temps fixé pour accomplir la condition dans le domaine des obligations conditionnelles, le demandeur s'était appuyé sur un arrêt du Conseil privé dans une cause en appel de la Nouvelle-Ecosse et basée sur le droit anglais. Ce procédé incita le juge Mignault à écrire:<sup>7</sup>

May I say, with all possible deference, that I would deprecate, on a question under the Quebec Law, relying upon a decision, even of the Privy Council, rendered according to the rules of the English law. It would first be necessary to show that there is no difference between the

---

<sup>4</sup> Les rapports entre le droit civil et la "common law" au Canada, spécialement dans la province de Québec (1932), 11 R. du D. 201, à la p. 210.

<sup>5</sup> *Ibid.*, à la p. 211.

<sup>6</sup> (1918), 57 S.C.R. 585.

<sup>7</sup> *Ibid.*, à la p. 603.

two systems of law by referring to authorities binding under the French law, and this has not been done. Very earnestly, I am of the opinion that each system of law should be administered according to its own rules and by reference to authorities or judgments which are binding on it alone.

Dans l'arrêt *Duchaine v. Matamajaw Salmon Club*,<sup>8</sup> il critiqua l'expression "profit à prendre" qui, malgré son nom français, est inconnue du droit civil et a son origine dans le *common law* anglais.<sup>9</sup> Il estima que ce serait une erreur d'introduire cette expression dans le droit civil. Au Québec, un droit de pêche *in alieno solo* consenti par un riverain d'un cours d'eau non navigable ne pouvait donc être assimilé à un "profit à prendre". Il ne donne aucun titre au lit de la rivière sur lequel il est exercé. C'est donc essentiellement un droit d'usufruit et non un droit de propriété prenant fin à la mort de l'usufruitier si aucun autre temps n'est fixé pour la durée de ce droit.

Dans *Rawlings and Ball v. Galibert*,<sup>10</sup> le juge Mignault souligne que le droit civil du Québec est assez riche en précédents pour ne pas avoir à chercher ailleurs.

L'arrêt *Desrosiers v. The King*<sup>11</sup> contient sans doute l'exposé le plus complet des idées du juge Mignault sur le recours aux décisions anglaises dans les causes de la province de Québec se rapportant au droit civil.

La question qui se posait en l'instance était de savoir si le créancier ayant obtenu jugement contre un mandataire agissant en son propre nom sans dévoiler le nom de son mandant avait le droit de poursuivre aussi ce dernier. Il s'agissait donc d'examiner la portée des articles 1716 et 1727 du Code civil. La Cour de l'Echiquier avait adopté la solution du droit anglais soutenant que les articles du Code civil différaient des dispositions correspondantes du Code Napoléon et qu'ils avaient été empruntés à Pothier et au droit anglais.<sup>12</sup>

I was, at the argument, referred to no jurisprudence of the Province upon the subject in question, and after research I have been unable to find any. In the absence of the same, I take it that as Arts 1716 and 1727 are different from the Code Napoleon and are borrowed from both Pothier and the English law, that general principles of the English law governing such doctrine should also be adopted in questions

<sup>8</sup> (1922), 58 S.C.R. 222, à la p. 246.

<sup>9</sup> Cette institution consiste en un droit réel de la nature du profit à prendre du sol. Voir Halsbury's Laws of England (3ème éd., 1955), vol. 12, verbis Easements and Profits à Prendre, no. 1349, p. 620.

<sup>10</sup> (1919), 59 S.C.R. 611, à la p. 635.

<sup>11</sup> (1920), 60 S.C.R. 105.

<sup>12</sup> (1919), 18 Ex. C.R. 461, à la p. 465.

flowing from such doctrine and which are a sequence from the same, as Strong J. seems to have found in the case above mentioned.

Cependant, le droit anglais différait de la doctrine énoncée par Pothier,<sup>13</sup> et refusait tout recours contre le mandant lorsque le créancier avait déjà pris jugement contre le mandataire. Tel n'était pas le cas par contre en droit civil qui admettait la solution opposée.<sup>14</sup>

Le juge Mignault rejetta l'application du droit anglais et la Cour suprême infirma le jugement de la Cour de l'Échiquier.

L'article 1716 du Code civil rend le mandataire qui agit en son nom, personnellement responsable envers les tiers avec qui il contracte, sans préjudice aux droits de ces derniers contre le mandant. Le texte indique clairement que le recours du tiers contre le mandataire ne préjudicie pas à son recours contre le mandant. L'un et l'autre restent débiteurs envers les tiers, qui, dans ces circonstances, a traité avec le mandataire. De même, l'article 1727 rend le mandant responsable envers les tiers pour tous les actes de son mandataire faits dans l'exécution et les limites de son mandat. Ainsi point n'était besoin d'avoir recours au droit anglais,<sup>15</sup> le Code civil suffisait.

Dans sa décision, il indique la voie à suivre afin de donner aux articles 1716 et 1727 du Code civil une interprétation conforme aux principes du droit civil.<sup>16</sup>

Si les articles 1716 et 1717 du Code civil étaient empruntés à la fois de Pothier et du droit anglais, ce ne serait pas une raison de dire que les principes généraux du droit anglais doivent être adoptés pour résoudre les questions auxquelles ces articles donnent lieu. Je ferais plutôt prévaloir la doctrine de Pothier et de l'ancien droit français, d'autant plus que les codificateurs ne disent pas que ces articles sont *empruntés* au droit anglais, mais au sujet de l'article 1727 C.c., ils font remarquer que cet article est basé sur l'exposé de la doctrine de Pothier, laquelle, ajoutent-ils, *est d'accord* avec les lois anglaise, écossaise et américaine. Il me semble respectueusement qu'il est temps de réagir contre l'habitude de recourir, dans les causes, de la province de Québec, aux précédents du droit commun anglais, pour le motif que le Code civil contiendrait une règle qui serait d'accord avec un principe du droit anglais. Sur bien des points, et surtout en matière de mandat, le Code civil et le *common law* contiennent des règles semblables. Cependant le droit civil constitue un système complet par lui-même et doit s'interpréter d'après ses propres règles. Si pour cause d'identité de principes juridiques on peut recourir au droit anglais pour interpréter le droit

<sup>13</sup> Mandat, no 88, M. Bugnet, Oeuvres de Pothier (2ème éd., 1861), t.V., p. 207.

<sup>14</sup> Voir Pothier, *op. cit.*, *ibid.*

<sup>15</sup> Notons aussi qu'en droit anglais, à la différence du droit civil, le jugement obtenu par le créancier opère novation.

<sup>16</sup> *Supra*, note 11, à la p. 126.

civil français, on pourrait avec autant de raison citer les monuments de la jurisprudence française pour mettre en lumière les règles du droit anglais. Chaque système, je le répète, est complet par lui-même, et sauf le cas où un système prend dans l'autre un principe qui lui était auparavant étranger, on n'a pas besoin d'en sortir pour chercher la règle qu'il convient d'appliquer aux espèces bien diverses qui se présentent dans la pratique journalière.

L'affaire *Curley v. Latreille*<sup>17</sup> présentait un problème intéressant concernant la portée du dernier alinéa de l'article 1054 du Code civil qui, traitant de la responsabilité des maîtres et des commettants, diffère légèrement par son vocabulaire du troisième alinéa de l'article 1384 du Code Napoléon.

Le juge Mignault se montra fort sévère à l'égard de certains juges de la Cour d'appel du Québec selon lesquels il n'existait aucune véritable différence entre le droit civil du Québec et le *common law*. Ces juges avaient basé à tort leur décision sur la jurisprudence anglaise et sur une décision de la Cour suprême du Canada en appel du Manitoba. Le juge Mignault écarta résolument cette jurisprudence et appuya sa décision sur l'article 1054 et la jurisprudence française. Le commentaire suivant mérite à cet égard d'être retenu:<sup>18</sup>

Il est quelquefois dangereux de sortir d'un système juridique pour chercher des précédents dans un autre système, pour le motif que les deux systèmes contiennent des règles semblables, sauf bien entendu le cas où un système emprunte à l'autre une règle qui lui était auparavant étrangère. Alors même que la règle est semblable dans les deux, il est possible qu'elle n'ait pas été entendue ou interprétée de la même manière dans chacun d'eux, et, comme l'interprétation juridique—je parle bien entendu de celle qui nous oblige—fait réellement partie de la loi qu'elle interprète, il peut très bien arriver que les deux règles, malgré une apparente similitude, ne soient pas du tout identiques.

Je ne fonderai donc pas les conclusions que je crois devoir adopter en cette cause sur aucun précédent tiré du droit anglais, . . . mais je me baserai uniquement sur le texte de l'article 1054 C.c.

L'arrêt *Grace and Co. v. Perras*<sup>19</sup> fournit l'occasion au juge Mignault de s'élever contre l'usage au Québec de la doctrine de "l'estoppel" tirée du droit anglais et qui ne fait pas partie du droit civil, celui-ci ne connaissant que les fins de non recevoir.<sup>20</sup>

<sup>17</sup> (1919), 60 S.C.R. 131.

<sup>18</sup> *Ibid.*, à la p. 177.

<sup>19</sup> (1921), 62 S.C.R. 166, à la p. 172. Il fut jugé qu'en règle générale, le simple silence de celui à qui une déclaration est faite de l'existence d'un contrat n'implique pas consentement de sa part. Son défaut de réponse à une lettre n'équivalait pas en lui-même à un refus. Pour consentir à s'obliger, il faut un acte positif.

<sup>20</sup> Voir par exemple, art. 1730 C.c.

Enfin, dans l'affaire *The Mile End Milling Company v. Peterborough Cereal Company*,<sup>21</sup> le juge Mignault exprima son mécontentement à l'égard des avocats de la demanderesse qui avaient persisté à ne citer, outre les articles du Code civil, que des autorités du *common law*:<sup>22</sup>

Ce n'est pas ainsi que l'on conservera dans toute son intégrité le droit civil dans la Province de Québec. Et j'ajoute qu'il est grandement temps que l'on se convainque que ce droit est assez riche en doctrine et en jurisprudence pour fournir une solution conforme à son génie à toutes les difficultés qui se rencontrent dans la pratique.

Après avoir quitté la Cour suprême, le juge Mignault continua à défendre l'intégrité du droit civil contre le *common law*. Ainsi, il critiqua très sévèrement la Cour supérieure pour avoir donné droit de cité à la théorie de l'"invitée", du "licensee" et du "trespasser".<sup>23</sup>

## II. L'originalité du Code civil par rapport au droit "statutaire".

Le juge Mignault s'est également souvent élevé contre la tendance à considérer le Code civil comme un "statut", et a critiqué à maintes reprises l'attitude du Conseil privé qui en avait favorisé une interprétation littérale.

L'interprétation du Code civil n'est légitime que si le texte en est obscur et que l'intention du législateur est douteuse. Dans ce cas, il ne faut pas se livrer à une simple interprétation littérale ou grammaticale à l'exclusion de l'interprétation logique.<sup>24</sup> Le juge civiliste doit consulter la doctrine,<sup>25</sup> la jurisprudence et plus particulièrement les rapports des codificateurs car: "Il n'y a pas de meilleur guide, en cas de doute, pour découvrir l'intention du législateur."<sup>26</sup>

En cela le Code civil diffère fondamentalement d'un "statut". Ce n'est pas ce qu'a fait le Conseil privé qui s'est surtout attaché

<sup>21</sup> [1924] S.C.R. 120.

<sup>22</sup> *Ibid.*, à la p. 129.

<sup>23</sup> *Caza v. Clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur et al.* (1935), 41 R. de J. 70; *Desjardins v. Gâtineau Power Co.* (1936), 74 C.S. 205.

<sup>24</sup> Voir l'art. 1013 C.c. dans ce sens. Cet article pose un principe général applicable au Code dans son ensemble.

<sup>25</sup> A titre d'exemple, voir *Samson et Fillion v. Davie Shipbuilding and Repairing Company*, [1925] S.C.R. 202, référence à Pothier; *Tremblay v. Guay*, [1929] S.C.R. 29, référence à Baudry-Lacantinerie et Chauveau.

<sup>26</sup> Le Code civil de la Province de Québec et son interprétation (1940), 1 U. of T. L.J. 104, à la p. 116. Voir aussi, J.-G. Castel, *The Civil Law of the Province of Quebec* (1962), chap. 3.



à la lettre du texte et n'a pas tenu compte des rapports des codificateurs.<sup>27</sup>

Lorsque le texte est clair et précis, il n'est pas question d'interprétation mais seulement d'application. Dans ce cas le texte seul suffit.

Ainsi dans l'arrêt *Curley v. Latreille*,<sup>28</sup> le juge Mignault préféra s'en tenir au texte du dernier alinéa de l'article 1054 du Code civil qui ne prête à aucune équivoque, plutôt que de rechercher une règle ou un principe à travers l'examen d'une infinité d'arrêts d'espèce:

Il me semble d'ailleurs bien inutile de chercher cette règle, puisque nous l'avons en des termes très clairs dans notre Code civil, et si la jurisprudence française et les opinions d'auteurs . . . vont au delà de cette règle, c'est la règle elle-même, et non cette jurisprudence et ces opinions, que nous devons suivre et appliquer.<sup>29</sup>

Dans *The Governor and Company of Gentlemen Adventurers of England v. Vaillancourt*,<sup>30</sup> le juge Mignault persista dans la même voie pour écarter une fois de plus la solution adoptée en France:<sup>31</sup>

Je suis encore du même avis, et il ne me semble pas inutile de le dire encore à raison de certaines solutions de la jurisprudence française qu'on a invoquées pour donner à l'article 1054 C.c., quant à la responsabilité des maîtres et commettants, une interprétation extensive qu'il ne comporte pas dans mon opinion. Il faut bien reconnaître que la jurisprudence française a pris depuis quelques années une orientation qui l'écarte de plus en plus de la doctrine traditionnelle. Elle admet de nouvelles théories en matière de responsabilité civile, comme l'abus du droit, l'enrichissement sans cause et la responsabilité des irresponsables, enfants en bas âge et insensés (Planiol, t.2, no. 878). On peut même dire qu'elle tend à faire abstraction de la faute et à la remplacer par la conception du risque. Mais n'oublions pas que nous avons un Code dont le texte doit nous servir de règle et que si les opinions des auteurs et les décisions de la jurisprudence française ne peuvent se concilier avec ce texte, c'est le texte et non pas ces opinions et ces décisions que nous devons suivre. Je ne serais certainement pas partisan d'une interprétation de notre Code qui en ferait prévaloir la lettre sur

<sup>27</sup> Voir par exemple *Quebec Railway Light, Heat and Power Co. v. Vandry*, [1920] A.C. 662, per Lord Sumner, à la p. 671: "The statutory character of the Civil Code of Lower Canada must always be borne in mind."; *Despatie v. Tremblay*, [1921] 1 A.C. 702. Voir aussi *Matamajaw Salmon Club v. Duchaine*, [1921] 2 A.C. 426, où Lord Haldane n'est pas d'accord avec le juge Mignault quant à l'interprétation des articles 405 et 479 du Code civil: (1919), 58 S.C.R. 222, aux pp. 241-253. La décision du juge Mignault constitue un petit chef d'oeuvre d'interprétation.

<sup>28</sup> *Supra*, note 17.

<sup>29</sup> *Ibid.*, à la p. 178.

<sup>30</sup> [1923] S.C.R. 414 (abus de fonction).

<sup>31</sup> *Ibid.*, aux pp. 427-428.

l'esprit, mais quand le texte est clair et sans équivoque on n'a pas besoin de chercher ailleurs.

Par contre dans l'affaire *Watt and Scott Ltd. v. Cité de Montréal*,<sup>32</sup> le juge Mignault, déplora le fait que la solution du droit français n'ait pas été adoptée par le Conseil privé dans l'arrêt *Québec Railway Light, Heat and Power v. Vandry*.<sup>33</sup> Celle-ci, à son avis était plus conforme au droit du Québec.

Ce que le juge Mignault semble avoir le plus redouté est de voir se répéter au Québec le phénomène de la Louisiane et de l'Afrique du Sud où les méthodes d'interprétation du *common law* avaient fini par prévaloir sur le droit national.

Quand notre Code a emprunté une disposition au Code Napoléon et, plus généralement, lorsque nos deux codes ont suivi la tradition, je pourrais dire immémoriale du droit français, je soumets que c'est le droit indiscutable de nos tribunaux de s'aider de cette doctrine et de cette jurisprudence pour juger les espèces qui leur sont soumises.<sup>34</sup>

Il souligne en outre, que dans le Code civil, le législateur a voulu exprimer par des formules concises les principales règles du droit civil. Celles-ci ne sont pas cependant désincarnées, mais au contraire reliées à un système juridique possédant une doctrine riche et une vieille tradition. Appliquer à ce système une interprétation purement littérale serait le meilleur moyen de détruire le droit civil en l'empêchant de se développer et de s'adapter aux besoins nouveaux du Québec.

Un passage résume admirablement bien la pensée du juge Mignault.<sup>35</sup>

L'interprétation trop souvent littérale de notre Code empêcherait le développement de notre droit civil, et l'immobiliserait dans des formules rigides, interdisant tout espoir de progrès, à moins que ces formules ne soient élargies sans cesse par l'intervention du législateur. . . .

Si l'interprétation donnée au Code est large, si on ne refuse le secours d'aucune lumière pour découvrir l'intention du législateur, si on éclaire le texte, au besoin, par l'étude de la tradition et de la doctrine, nous aurons alors une interprétation digne du Code dont nous sommes tous si fiers.

Chaque système juridique a sa méthode propre et il peut être désastreux de lui appliquer les méthodes d'un autre système,

<sup>32</sup> (1920), 60 S.C.R. 523.

<sup>33</sup> *Supra*, note 27.

<sup>34</sup> *Op. cit.*, note 26, à la p. 129 et *Canadian Vickers Ltd v. Smith*, [1923] S.C.R. 203, à la p. 212 où il critique encore l'arrêt *Vandry* et aurait souhaité que le Conseil privé adopte l'interprétation donnée en France à l'article 1384 du Code Napoléon par la Cour de cassation: Cass civ., 16 nov. 1920, Dalloz 1920. 1. 169, note Savatier.

<sup>35</sup> L'avenir de notre droit civil (1922), 1. R. du D. 56, 104, aux pp. 111-114.

car c'est courir le risque d'aboutir à des résultats absurdes et non voulus par le législateur.

La méfiance du juge Mignault à l'égard des méthodes suivies par le Conseil privé n'est pas une question de principe. Non seulement il a suivi ses décisions, mais il les a parfois complétées et développées. Parfois aussi, le Conseil privé a suivi les opinions exprimées par le juge Mignault. Ainsi, dans l'affaire *Watt and Scott Ltd. v. Cité de Montréal*,<sup>36</sup> ce dernier avait soutenu que si la responsabilité du fait des choses posée au premier alinéa de l'article 1054 du Code civil établit une présomption de faute contre le gardien de la chose, celui-ci peut néanmoins, en vertu du sixième alinéa de ce même article, dégager sa responsabilité en prouvant absence de faute, c'est-à-dire qu'il avait pris tous les moyens raisonnables pour éviter l'accident. Cette interprétation fut suivie par le Conseil privé<sup>37</sup> complétant ainsi la théorie énoncée dans l'arrêt *Vandry*.<sup>38</sup> Cependant, tout en suivant l'arrêt *Vandry*, le juge Mignault ne manque pas de critiquer le Conseil privé d'avoir appliqué la clause du sixième alinéa de l'article 1054 du Code civil au premier alinéa du texte. Il s'agit là, nous dit-il, d'une innovation basée sur une préférence donnée à la version française,<sup>39</sup> sans considérer les dispositions de l'article 2615 du Code civil aux termes duquel la version la plus compatible avec les dispositions des lois existantes doit être appliquée. Jusqu'à cette époque, les tribunaux avaient restreint l'application du sixième alinéa aux quatre alinéas précédents.<sup>40</sup>

L'affaire *City of Montreal v. Lesage*<sup>41</sup> permet au juge Mignault de parachever l'oeuvre entreprise par le Conseil privé sur la responsabilité du fait des choses. La question se posait de savoir quel degré de preuve est exigé pour combattre la présomption de faute à l'encontre du gardien de la chose qui a causé

<sup>36</sup> *Supra*, note 32.

<sup>37</sup> [1922] 2 A.C. 555, à la p. 563. Voir aussi *Canadian Vickers Ltd. v. Smith*, *supra*, note 34.

<sup>38</sup> *Supra*, note 27.

<sup>39</sup> La version française dit, "La responsabilité ci-dessus a lieu", tandis que la version anglaise se lit, "The responsibility attaches in the above cases".

<sup>40</sup> Dans *Canadian Vickers Ltd. v. Smith*, *supra*, note 34, à la p. 212, le juge Mignault aurait préféré suivre la Cour de cassation, mais s'estima lié par le Conseil privé. Dans l'arrêt *Dominion Glass Company v. Despins* (1922), 63 S.C.R. 544, parlant de l'arrêt *Vandry*, il nous dit qu'il y a peu de décisions dont on ait plus abusé. Il ajoute, à la p. 554: "Cette décision nous lie, mais je me garderais bien de l'étendre, car elle innove dans un domaine où la nécessité de la faute, comme base de la responsabilité civile paraissait bien assise."

<sup>41</sup> [1923] S.C.R. 355.

le dommage. Le Conseil privé dans l'arrêt *Cité de Montréal v. Watt and Scott*,<sup>42</sup> après avoir déclaré que le gardien, pour s'exonérer devait montrer qu'il n'avait pu d'une manière raisonnable empêcher le fait qui a causé le dommage, avait ajouté que le cas fortuit et la force majeure pouvaient produire cette exonération. Cependant, d'après le juge Mignault, le gardien qui n'apporte pas une preuve positive et se contente de prouver son absence de connaissance de la cause de l'accident ne peut s'exonérer de la présomption de faute édictée contre lui. Il doit montrer comment l'accident est arrivé.

Dans l'arrêt *Regent Taxi and Transport Company v. La Congrégation des Petits Frères de Marie*,<sup>43</sup> le juge Mignault ne partagea pas les vues de ses collègues sur la portée des articles 1053 et 1056 du Code civil. L'action en responsabilité appartient à la victime, ou, si elle est décédée, aux personnes énumérées à l'article 1056. Le juge Mignault estima qu'admettre une grande extension du mot "autrui" dans l'article 1053, comme le fait la jurisprudence française, aurait pour effet de rendre inutile l'article 1056 et de multiplier les recours en réparation. Le mot "autrui" désigne donc seulement la victime immédiate et non les autres personnes lésées par l'acte fautif. Dans cette perspective, l'article 1056 constitue à la fois une exception et un élargissement du droit d'action limité par l'article 1053. Il ne fallait donc pas accueillir une nouvelle construction de l'article 1053 au seul motif qu'elle était fermement établie en France.<sup>44</sup>

La Cour suprême par décision majoritaire était d'avis, cependant, que le mot "autrui" devait être interprété largement et donc que toute personne, et non pas seulement la victime immédiate, peut se pourvoir contre l'auteur de la faute, à condition toutefois qu'il existe une relation causale directe. L'article 1056, au contraire, en cas de décès a pour effet de restreindre la liste des personnes autorisées à réclamer des dommages intérêts.<sup>45</sup>

Récemment, certains tribunaux du Québec en sont venus à douter de l'opinion majoritaire de la Cour suprême dans

<sup>42</sup> *Supra*, note 37.

<sup>43</sup> [1929] S.C.R. 650, opinion dissidente.

<sup>44</sup> Ici encore, il indique qu'il faut suivre les règles d'interprétation de l'article 1018 du Code civil et dire que les articles du Code s'interprètent les uns par les autres, donnant à chacun le sens qui résulte de l'ensemble de ses dispositions. Il n'hésite pas à cette occasion à invoquer l'autorité du Conseil privé! *Ibid.*, à la p. 687.

<sup>45</sup> Le Conseil privé ne se prononça que sur la question de la prescription car la victime de l'accident était décédée sans se prévaloir de son droit d'action dans le délai d'un an accordé par l'article 2262(2) C.c.: [1932] A.C. 295.

l'affaire *Regent Taxi* et à approuver indirectement l'attitude du juge Mignault.<sup>46</sup> Cependant, comme l'indique le professeur J.-L. Baudouin:<sup>47</sup>

La règle posée par la majorité est bien fondée, à condition de la lire dans son contexte et de ne point oublier les tempéraments que la Cour y a elle-même apportés. Du moment qu'un acte fautif lèse le droit d'autrui, il y a lieu en principe à compensation. Il apparaît à cet égard contraire à la logique même des principes généraux de la responsabilité civile de restreindre à la seule victime *directe* le droit à compensation. Par contre, il ne saurait être question non plus d'indemniser toute personne quelle qu'elle soit des conséquences d'un acte fautif. Le débat ne doit pas se situer d'une façon formaliste et quelque peu artificielle autour de l'interprétation large ou restrictive du mot *autrui*, mais autour du véritable problème: celui de la relation causale. Les tribunaux doivent déterminer dans chaque cas particulier si oui ou non le *dommage* réclamé est une conséquence directe de la faute commise indépendamment de la personne du réclamant et non pas si le *demandeur* est la *victime immédiate*. La confusion vient du fait que dans la plupart des cas où une personne autre que la victime directe réclame, le dommage reste indirect.

Nous partageons entièrement l'avis de cet auteur.

En matière d'enrichissement sans cause, le juge Mignault exprima l'avis que le principe que nul ne peut s'enrichir injustement aux dépens d'autrui était sous entendu par le Code civil et faisait donc partie du droit québécois.<sup>48</sup> Ainsi, dans *Regent Taxi and Transport Company v. La Congrégation des Petits Frères de Marie*,<sup>49</sup> il reconnut l'existence de l'action *de in rem verso*.

Les arrêts *Ross v. Dunstall* et *Ross v. Emery*<sup>50</sup> lui donnèrent de plus l'occasion de déclarer qu'en droit civil, la responsabilité délictuelle pouvait coexister avec la responsabilité contractuelle.

Enfin, dans la cause *Aqueduc du Lac St. Jean v. Fortin*,<sup>51</sup> le juge Mignault eut recours aux rapports des codificateurs et au Code Napoléon pour interpréter l'expression "représentants légaux" de l'article 1030 du Code civil qui traite de la stipulation

<sup>46</sup> Voir par exemple, *Sa Majesté la Reine v. Sylvain*, [1965] 1 R.C. de l'E. 261, [1965] R.C.S. 164, aux pp. 159-170, juge Fauteux; *Overnite Express Ltd. v. Dame Beaudoin*, [1971] C.A. 774, aux pp. 780-782, juge Turgeon. Cependant voir, *Hôpital Notre-Dame de l'Espérance v. Laurent, C.A.*, Montréal 09-014974-71, 25 septembre 1974.

<sup>47</sup> La responsabilité civile délictuelle (1972), no 104, pp. 82-83.

<sup>48</sup> Voir l'Enrichissement sans cause (1934), 13 R. du D. 157, aux pp. 173 et 179.

<sup>49</sup> *Supra*, note 43, aux pp. 690-692.

<sup>50</sup> (1921), 62 S.C.R. 393, particulièrement aux pp. 415 et 422.

<sup>51</sup> [1925] S.C.R. 192.

dans les contrats.<sup>52</sup> Quoique d'origine anglaise, cette expression doit être interprétée à la lumière du droit français, l'article 1030 s'étant inspiré de l'article 1122 du Code Napoléon.<sup>53</sup> Les codificateurs québécois n'avaient d'ailleurs pas voulu innover puisque dans leur rapport, il citent l'article 1122 du Code Napoléon et le copient textuellement sous réserve de certains changements de forme. Il eut donc été téméraire de donner à l'article 1030 du Code civil un autre sens que celui prêté à l'article 1122 du Code français.<sup>54</sup> Cette interprétation est conforme à la tradition historique représentée par Pothier.<sup>55</sup>

Ces quelques exemples illustrent la grande maîtrise qu'avait acquise le juge Mignault dans l'art difficile d'interpréter le Code civil en conformité avec la tradition civiliste. Dans l'ensemble, son interprétation du Code civil et surtout ses méthodes ont bien résisté à l'épreuve du temps, démontrant ainsi la qualité et la clairvoyance de ses opinions.

### *Conclusion*

La carrière à la Cour suprême du juge Mignault, l'un des juristes les plus prestigieux du Québec, même si elle fut de courte durée, marqua à jamais l'attitude de cette Cour vis-à-vis du droit civil. Dans un sens, il n'est pas exagéré de dire que le juge Mignault a assuré ainsi la survie non seulement du Code civil, mais aussi de la Cour suprême en tant que tribunal de dernier ressort pour le Québec dans le domaine du droit privé. Il a souvent été question de créer une chambre civile à la Cour suprême ou même de faire de la Cour d'appel du Québec le tribunal suprême. Cependant, tant que la Cour suprême continuera à suivre la politique tracée par le juge Mignault, il sera difficile de modifier la situation actuelle. C'est donc un rôle de premier plan qu'il a joué à la Cour suprême du Canada.

On peut ajouter également qu'à son départ de la Cour suprême, il avait déjà contribué à changer l'attitude de celle-ci et même du Conseil privé quant aux techniques d'interprétation du Code contraires à l'esprit du droit civil. En mettant en garde les tribunaux du Québec contre l'infiltration du droit anglais par voie jurisprudentielle, en leur recommandant d'être vigilants, il

<sup>52</sup> "On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et représentants légaux, à moins que le contraire ne soit exprimé, ou ne résulte de la nature du contrat."

<sup>53</sup> Le Code Napoléon, art. 1122 se sert de l'expression "ayants cause" et "convention".

<sup>54</sup> *Supra*, note 51, à la p. 199.

<sup>55</sup> Des obligations, nos 67, 68, 69, *op. cit.*, note 13, t. II, pp. 38-39.

les a encouragés à puiser aux sources vives du droit civil. Nous lui devons ainsi, en grande partie, la conservation du droit civil à une époque où de nombreuses tentatives étaient faites pour mettre progressivement la province de Québec sous l'empire du *common law* britannique.

1918, date de sa nomination, marque un certain déclin de l'influence du *common law* au Québec. La lutte sera longue, elle continue à se poursuivre aujourd'hui, mais la victoire est maintenant assurée. Qu'il repose en paix sachant que ce qui lui tenait le plus à coeur a été accompli! Mais là n'est pas son seul mérite. Le juge Mignault a creusé et fouillé pendant longtemps avant de créer et de synthétiser. Dans le domaine des obligations qui est la source la plus disciplinée, la plus profonde du droit, il su dégager des idées nouvelles. Il a véritablement été un juriste complet.

Il a dominé le droit de son époque, sans toutefois vivre dans une tour d'ivoire, comme certains juristes. C'est dans le réel, dans le concret qu'il a toujours été plongé, aussi bien dans la pratique du droit, qu'à la Cour suprême, que dans les salles de cours. Ces contacts multiples lui ont permis d'atteindre un rare degré d'intuition globale du droit.

Les décisions qu'il a rendues montrent l'enracinement profond de sa pensée, ses intuitions quant aux solutions à donner, ses hésitations. Il a su maîtriser le droit et en assouplir les règles rigides afin de rendre plus humaines et plus harmonieuses les dispositions du Code civil.

Tout en étant excellent juriste, il n'en pas moins essayé de rester humain. Un grand maître à penser, un véritable humaniste égaré au vingtième siècle.

Nous terminerons cet article par un court texte de ce grand juriste qui résume bien la conception qu'il se faisait de son devoir à la Cour suprême:<sup>56</sup>

Notre droit civil est ce que nous, de la Province de Québec, avons de plus précieux après notre religion et notre langue. C'est un héritage que nous avons reçu de nos pères à charge de le conserver et de le rendre. C'est donc notre devoir et un devoir d'honneur, de conserver notre droit civil, de veiller sur la pureté de sa doctrine et d'écarter de lui toute influence qui l'empêcherait d'être ce qu'il doit être.

Ce devoir, le juge Mignault l'a bien rempli. Que d'autres après lui continuent son oeuvre!

<sup>56</sup> *Op. cit.*, note 35, à la p. 116.